

Les Echos

Uniforme à l'école : Price & Buckland met le cap sur le marché français

L'une des entreprises leader de l'uniforme scolaire en Angleterre, Price & Buckland, s'est installée en février dans les Yvelines. Objectif : être dans les starting-blocks si la réforme prend de l'ampleur dans les écoles françaises.

[Ajouter à mes articles](#)

[Commenter](#)

[Partager](#)

[Collèges, Lycées, écoles](#)

[Production industrielle](#)



L'entreprise a une usine en Inde et un atelier de personnalisation en Angleterre. (Price & Buckland)

Faudra-t-il compter sur les mastodontes étrangers du secteur de l'uniforme pour répondre à la demande, si la « tenue unique » dans les écoles est adoptée ?

Après une première expérimentation dans moins d'une centaine d'établissements scolaires dès la rentrée prochaine, l'uniforme pourrait être adopté en France dès septembre 2026 - représentant un marché de 12 millions d'élèves et de 40 à 50 millions de vêtements par an. De quoi faire rêver les géants du secteur.

C'est en tout cas le pari de Price & Buckland. Cette entreprise britannique, dont le siège est à Nottingham en Angleterre, fournit les uniformes de 1.500 écoles, majoritairement en Angleterre, mais aussi en Inde, aux Pays-Bas, au Canada et dans certains pays africains. C'est à Mesnil-le-Roi (Yvelines) qu'elle s'est installée en février dernier avec l'espoir de se faire une place dans le potentiel futur marché français.

Le trousseau à 200 euros

Ce choix des Yvelines n'a rien d'un hasard. Jérémy Buckland, le fils du cofondateur de Price & Buckland, a emménagé dans le département il y a une trentaine d'années. Après avoir mené différents projets entrepreneuriaux, il a créé en février dernier Price & Buckland France, avec son associée Amina Bretton, une entrepreneuse yvelinoise.

« Price & Buckland avec ses 60 années d'expérience peut apporter beaucoup d'expertise aux réflexions autour de l'uniforme français. Peu d'entreprises françaises seront aussi prêtes que nous si la tenue unique entre en vigueur », estime le chef d'entreprise. Il précise que les habits sont déjà testés et approuvés en termes de résistance : le mélange des matières permet à l'uniforme d'être porté toute l'année avec des lavages fréquents.

L'exécutif a demandé pour ce premier test un trousseau allant de la primaire au lycée, comportant un polo blanc ou gris - une blouse pour les plus petits -, un pull bleu marine et un pantalon gris. L'ensemble coûte 200 euros, partagés respectivement à 50 % par la collectivité et l'Etat.

Le pari semble tenable pour Price & Buckett. « Nous proposons déjà toute une gamme de vêtements pour l'école, allant des vêtements pour la classe, à ceux pour les activités extérieures et sportives à des prix très attractifs, car à la charge des ménages », prône Jérémy Buckland. Sur le site, le polo standard coûte 13 livres.

Usine en Inde de 400 salariés

Cependant, l'entreprise n'était pas encore en mesure de répondre aux appels d'offres des collectivités. « Chaque commune avait sa propre exigence en termes de matière, de design, de taux de recyclage et avec des délais trop serrés », explique Amina Breton. La plupart des commandes seront passées en juin et juillet, pour des livraisons en août ou en septembre.

Certaines collectivités souhaitaient par exemple des habits entièrement made in France. Price & Buckland produit ses habits en Inde, dans leur usine de 400 salariés. « Nous comprenons cette volonté politique, mais aujourd'hui constituer le trousseau entier pour 200 euros en made in France n'est pas faisable », affirme Jérémy Buckland. A long terme un atelier de personnalisation des vêtements pourrait voir le jour en France, comme c'est déjà le cas en Angleterre.

L'entreprise profitera donc de ses deux années avant l'entrée - ou non - en vigueur de l'uniforme pour préparer son usine à intégrer le marché français en suivant les problématiques autour de la « tenue unique » de très près. « Nous aimerions prendre part à la réflexion en demandant une meilleure centralisation des demandes », estime Amina Breton. L'entreprise souhaite échanger avec le comité de suivi de l'évaluation de l'expérimentation, composé notamment de la direction générale de l'enseignement scolaire.

Juliette Roussel